

ACTION URGENTE

SYRIE. DES FEMMES ET DES ENFANTS OTAGES

Des groupes armés d'opposition – deux ou plus – ont pris en otage au moins 105 civils, qui auraient été répartis récemment en trois endroits du nord de la Syrie. Les otages, principalement des femmes et des enfants, risquent d'être torturés voire tués.

Au moins 41 femmes, 56 enfants – âgés pour la plupart de moins de 15 ans – et deux jeunes hommes ont été enlevés le 4 août, lorsqu'une alliance de groupes armés d'opposition a pris le contrôle d'au moins 11 villages et exploitations agricoles dans une zone rurale du gouvernorat de Lattaquié (nord de la Syrie). La majorité, si ce n'est la totalité, des otages sont des musulmans alaouites. Par ailleurs, il semble qu'au moins une vingtaine d'autres personnes aient été prises en otage au cours de la même opération. Le président Bachar el Assad étant alaouite, les musulmans de la même obédience que lui sont considérés comme des partisans du gouvernement.

L'alliance de l'opposition rassemble des groupes qui appellent à tuer les personnes qui, selon eux, ne se fient pas à une interprétation stricte des préceptes de l'islam. Les termes qu'ils utilisent pour qualifier les alaouites montrent que, de leur point de vue, ces derniers sont loin de respecter les enseignements islamiques, ce qui fait courir un risque accru aux otages.

Les otages auraient été emmenés dans la ville de Salma, un bastion des groupes armés d'opposition situé dans le gouvernorat de Lattaquié, après que les forces armées gouvernementales ont forcé ces groupes à se retirer au cours de la troisième semaine d'août. Selon les informations recueillies par Amnesty International, les otages étaient détenus initialement par le groupe armé Katibat al Muhajireen, qui serait composé de Libyens et d'étrangers. Des informations plus récentes indiquent qu'ils ont été divisés entre trois groupes, dont l'un aurait été confié à Katibat Hassan Azhari – un groupe constitué, semble-t-il, de combattants syriens qui opèrent à Salma en coordination étroite avec Katibat al Muhajireen sur la question des otages. Un deuxième groupe d'otages aurait été emmené au village d'Al Jamiliyeh, dans le gouvernorat d'Idlib, mais on ignore à quel groupe armé il a été confié. Les autres otages ont été transférés au village d'Al Bernas, près de Jisr al Shoghoor, également dans le gouvernorat d'Idlib. Les groupes armés ont apparemment l'intention d'échanger les otages contre des combattants syriens et libyens que les forces gouvernementales ont faits prisonniers.

Le 13 septembre, Amnesty International a écrit au président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution afin de solliciter son intervention urgente dans ce cas d'atteinte grave aux droits humains, qui peut s'apparenter à un crime de guerre, et de demander des réponses à des questions pertinentes. L'organisation n'a reçu aucune réponse à ce jour. Le responsable du Commandement militaire suprême de la Coalition s'est rendu sur place et s'est félicité de l'opération quelques jours seulement après la prise d'otages.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez la Coalition à condamner le plus fermement possible la prise d'otages civils dans le gouvernorat de Lattaquié ;
- demandez-lui de prendre rapidement les mesures qui s'imposent afin d'identifier les groupes armés responsables et les lieux précis où ils détiennent les otages ;
- priez-la instamment d'agir sans délai afin d'obtenir la libération de ces personnes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 DÉCEMBRE 2013 À :

Président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution

Ahmed Al Assi Jarba

Courriel : info@socpresident.org

Formule d'appel : *Dear Mr Jarba, I*

Monsieur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Syrie dans votre pays

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

SYRIE. DES FEMMES ET DES ENFANTS OTAGES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 4 août, une alliance de groupes armés d'opposition a pris le contrôle de 11 villages et exploitations agricoles lors d'une bataille à laquelle elle a donné le nom d'Ahfad Aisha Umm al Mumineen (« les petits-enfants d'Aïcha, mère des croyants »). Parmi ces groupes figurent Katibat al Muhajireen, L'État islamique en Irak et al Sham (ISIS), Jabhat al Nusra, Suqoor al Izz et Ahrar al Sham al Islamia.

Les villages et les exploitations agricoles concernés sont Bloota, Slayeb Bloota, Enbata, Al Hanboushiye, Barouda, Bramseh, al Kharrata, Abu Makki, Aramo, Obeen, Esterbeh et Beit Shakouhi.

Dans une séquence filmée et rendue publique sur YouTube le 15 août, on découvre les femmes et les enfants otages assis par terre sur ce qui ressemble à un balcon. Une femme dit : « Nous sommes détenus par les moudjahiddin... et ils ne nous laisseront partir que si le régime syrien libère leurs prisonniers. Nous sommes environ 105 [otages] et nous sommes bien traités. » Un commandant encagoulé de Katibat al Muhajireen, qui se fait appeler Abu Suhaib al Libi, déclare ensuite : « Nous avons des hommes détenus [par le régime] à Lattaquié et ailleurs, et nous voulons procéder à un échange de prisonniers. Après, nous libérerons ces femmes. C'est notre seule revendication. » Il est possible de visionner cette séquence, en arabe, à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=SPe7tu_3dpE.

Bien que des groupes islamiques indépendants de la Coalition aient dirigé la bataille, le responsable du Commandement militaire suprême, le général Salim Idriss, s'est rendu dans le gouvernorat septentrional de Lattaquié quelques jours seulement après la prise d'otage et a soutenu publiquement la campagne militaire menée dans la région. Il n'a pas condamné la prise d'otages ni même évoqué les femmes, les enfants et les jeunes hommes détenus par les groupes armés.

Lors de sa visite, le général Idriss s'est félicité du « succès » de l'opération menée dans le gouvernorat de Lattaquié par les forces armées de l'opposition. Il a déclaré que l'Armée syrienne libre continuerait de lutter aux côtés d'autres groupes jusqu'à la chute du régime et a promis de fournir tout l'appui possible aux combattants dans la région, y compris des armes et des munitions. Cette aide pourrait parvenir, directement ou non, aux groupes armés qui détiennent les otages ou qui ont commis d'autres graves atteintes aux droits humains ainsi que des violations du droit international humanitaire, notamment des exécutions sommaires.

L'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève interdit les prises d'otages. En vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, la prise d'otages est un crime de guerre, qu'elle soit perpétrée lors de conflits armés internationaux ou non.

Bien que la grande majorité des atteintes aux droits humains constatées par Amnesty International soit imputable aux forces armées syriennes et aux milices *chabiha* favorables au gouvernement, des groupes armés d'opposition se rendent eux aussi coupables de tels agissements. Ils ont notamment torturé et tué des membres des forces de sécurité et des *chabiha* qu'ils avaient capturés, enlevé et tué des personnes qui soutenaient le gouvernement ou travaillaient avec ses agents, ou étaient soupçonnées de le faire, et pris des civils en otage pour essayer de négocier des échanges de prisonniers. Amnesty International condamne sans réserve ces pratiques et appelle les chefs de tous les groupes armés d'opposition en Syrie à annoncer publiquement que de tels actes sont interdits. L'organisation leur demande aussi de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir que les forces de l'opposition cessent d'en commettre. Voir le document intitulé *Syria: Summary killings and other abuses by armed opposition groups* (<http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE24/008/2013/en>, en anglais).

Noms : 125 Syriens, principalement des femmes et des enfants
Hommes et femmes